

**Union européenne - Russie - L'UE  
proroge de six mois les sanctions  
économiques - Communiqué de  
presse du Conseil de l'Union  
européenne**

(Bruxelles, 05 juillet 2018)

Le 5 juillet 2018, le Conseil a prorogé les sanctions économiques visant des secteurs spécifiques de l'économie russe jusqu'au 31 janvier 2019.

Cette décision fait suite aux informations que le président Macron et la chancelière Merkel ont communiquées au Conseil européen, lors de sa réunion des 28 et 29 juin 2018, sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre des accords de Minsk, à laquelle les sanctions sont liées.

Le Conseil a adopté cette décision aujourd'hui, par la procédure écrite et, conformément à la règle applicable à toutes les décisions de ce type, à l'unanimité.

Les mesures visent les secteurs des finances, de l'énergie et de la défense, et le domaine des biens à double usage. Elles ont été initialement instituées le 31 juillet 2014, pour une durée d'un an, en réaction aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, puis renforcées en septembre 2014.

Les sanctions économiques prorogées par cette nouvelle décision ont notamment pour effet:

- . de limiter l'accès aux marchés primaire et secondaire des capitaux de l'UE pour 5 grands établissements financiers russes détenus majoritairement par l'Etat et pour leurs filiales établies en dehors de l'UE dans lesquelles ils détiennent une participation majoritaire, ainsi que pour 3 grandes entreprises russes du secteur de l'énergie et 3 entreprises du secteur de la défense;
- . d'imposer un embargo sur les exportations et les importations d'armes;
- . d'interdire l'exportation des biens à double usage destinés à une utilisation militaire ou à des utilisateurs finals militaires en Russie;
- . de restreindre l'accès de la Russie à certains services et technologies sensibles pouvant être utilisés pour la production et l'exploration pétrolières.

Outre ces sanctions économiques, plusieurs mesures ont également été mises en place par l'UE

en réaction à la crise en Ukraine, dont notamment:

- . des mesures restrictives individuelles ciblées, à savoir une interdiction de visa et un gel des avoirs concernant actuellement 155 personnes et 38 entités, jusqu'au 15 septembre 2018;

- . des mesures restrictives en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol, limitées au territoire de la Crimée et de Sébastopol, actuellement en vigueur jusqu'au 23 juin 2019.

Lors de sa réunion du 19 mars 2015, le Conseil européen avait décidé de lier la durée des sanctions à la mise en oeuvre intégrale des accords de Minsk, qui était prévue pour le 31 décembre 2015. Etant donné que cela ne s'est pas produit, les sanctions sont restées en vigueur./.